



Un rapport révèle un enchaînement de tentatives qui visent aux Pays-Bas à faire taire les défenseurs des droits des Palestiniens

Description

Centre européen de soutien juridique à?? le 14 octobre 2021

Accès à la version néerlandaise, [ici](#).

Aujourd'hui, le Centre européen de soutien juridique (ELSC), une organisation qui surveille en Europe les incidents en matière de répression contre les défenseurs des droits des Palestiniens et leur apporte un soutien juridique, a publié un rapport sur les entraves à l'action des défenseurs aux Pays-Bas des droits des Palestiniens. Le rapport, qui est le premier du genre jamais publié, révèle sur les nombreuses tentatives qui visent à étouffer le militantisme, l'activité en faveur des droits humains, les activités artistiques ou même la simple expression politique sur Israël et le peuple palestinien.

Alors qu'au XXI^e siècle grandissent la prise de conscience et les critiques de l'opinion publique à l'égard des politiques illégales d'Israël dirigées contre le peuple palestinien, le rapport révèle sur la façon dont le gouvernement israélien a lancé une campagne mondiale qui vise à faire taire les voix critiques contre sa politique. Avec l'aide de partisans au sein de groupes de réflexion, de comités consultatifs, d'alliés politiques et de certains médias, les tentatives qui cherchent à étouffer la critique interne du pays à l'égard de la politique israélienne et la défense des droits des Palestiniens se sont intensifiées et ont pris la forme de tactiques qui suivent une même logique, comme le montre le rapport.

La recherche dans le rapport se fonde sur 76 incidents d'attaques contre la défense des droits des Palestiniens qui se sont produits entre 2015 et 2020 aux Pays-Bas, en ciblant essentiellement des personnes – notamment des militants, des membres d'ONGs, des journalistes, des professeurs, des hommes et des femmes politiques – et des organisations de la société civile. Ces exemples de cas dans le rapport montrent des (tentatives de) coupures de subventions, des refus d'espace, des restrictions à la liberté d'enseignement, des menaces de violence ou cyberattaques, des menaces de poursuites judiciaires, et des campagnes diffamatoires associant sans aucun fondement la critique légitime d'une politique et d'initiatives de solidarité, à l'antisémitisme ou à un

soutien au terrorisme. Ces attaques ont eu des impacts immédiats sur la réputation, la santé mentale et les ressources des personnes ciblées, mais aussi des effets à plus long terme comme l'intimidation et l'autocensure.

Malgré le large espace civique fourni par les institutions aux Pays-Bas, et même si souvent les attaques n'aboutissent pas, le rapport met en évidence un véritable effet dissuasif et un environnement dans lequel les défenseurs des droits des Palestiniens peuvent être agressés pour avoir exercé leurs droits fondamentaux. Parmi les auteurs de ces attaques on trouve non seulement des acteurs bien identifiés tels que des groupes de défense d'Israël, des diffuseurs de presses spécifiques et des partis politiques de droite et chrétiens, mais encore des partis centristes ou des médias grand public qui jouent un rôle important en favorisant et en amplifiant la désinformation et/ou les attaques contre les principaux acteurs, comme indiqué dans le rapport.

« Comparés à d'autres pays d'Europe comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni, les Pays-Bas ont un environnement relativement favorable à la défense des droits des Palestiniens et au respect de la liberté d'expression. Mais bon nombre des attaques et incidents contre les défenseurs des droits de l'Homme que nous avons pu observer pourraient être évités si le gouvernement s'opposait plus vigilement aux campagnes de diffamation et aux pressions exercées par les groupes de défense d'Israël » affirme Giovanni Fassina, directeur de programme de l'ELSC.

Le rapport appelle le gouvernement néerlandais et d'autres institutions publiques telles que les universités ou les conseils municipaux à se conformer de manière plus dynamique à leur obligation positive de protéger l'espace civique. Les membres du Parlement et de la société civile ont un devoir et une force d'appui particuliers envers le gouvernement à cet égard, et les médias, les donateurs et les fournisseurs de services financiers portent eux aussi leur propre responsabilité dans le contrôle de l'espace tel qu'observé pour un débat ouvert et démocratique.

Lire le rapport (en anglais), [ici](#).

Voir une infographie des principales conclusions, [ici](#).

Version néerlandaise, [ici](#).

Le Centre européen de soutien juridique a été créé en 2019 à Amsterdam en tant que première organisation, en Europe, de défense et de renforcement du mouvement de solidarité avec la Palestine avec des moyens juridiques. L'ELSC fournit des conseils et une assistance juridiques gratuits aux associations, aux ONGs, aux groupes et personnes qui défendent en Europe les droits des Palestiniens. Contact Presse : Alice Garcia, alice@elsc.support

The Attempt to Chill Palestinian Rights Advocacy

IN THE NETHERLANDS



EUROPEAN LEGAL SUPPORT CENTER

GET THE REPORT

76

incidents of suppression against Activists, NGOs, Students, Politicians, Journalists, Academic, other Groups & Civil Society Organisations because they publicly expressed their support for the people of Palestine.

Main Tactics Employed:



Smear Campaigns



Denial of Space



Defunding



Main impacts:

Fear of damage to reputation and professional career, drain of time and financial resources, mental health problems, chilling effect and censorship.



Restricting Academic Freedom



Threats Of Lawsuit

What we do:

In the past year, the ELSC provided legal assistance in 39 cases of individuals, groups and organisations facing repression in 10 European countries: Austria, Belgium, Germany, The Netherlands, Italy, Norway, Spain, Sweden, Switzerland and the UK.



"Thanks to the ELSC, not only could we defend ourselves against a threat of lawsuit by the Israel Products Center, but our activities were even more empowered. With the support of the ELSC and a lawyer, we challenged the Center that was violating EU law in mislabelling products from illegal Israeli settlements and the resulting sanction set a clear precedent."



Nicole Hollenberg, Chair of DocP (BDS Netherlands)

If you advocate for Palestinian rights and already faced such repression, we can help.

Report your incidents and request for legal advice and support:

<https://elsc-support/intake/>

Source : [ELSC](#)

Traduction : BP pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©e
2021/10/15